

**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
DU 25 SEPTEMBRE 2020**

**PROCES VERBAL DE SEANCE**

L'an deux mille vingt, le vingt-cinq septembre, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents :**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODÉNEZ Guillaume, BOSSER Christian, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUÉNOU Céline, LENUÉ Françoise, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLÉVÉRÉ Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURÉ Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

**Secrétaire de séance :**

GUILLORÉ Alexandra

**Excusés**

CANN Joël (pouvoir à PHILIPPE Georges)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURÉ Tiphaine)  
YVINEC Odile (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
LENUÉ Françoise (pouvoir à POUPON Julien à partir de la délibération DCC2020\_156)

**Absente**

NICOLAS Angélique

Les conseillers communautaires, la presse et le public ayant pris place dans l'amphithéâtre de la Maison des services publics, le président ouvre la séance. Il propose au secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

### **Propos liminaire du président**

Chers collègues,

Bienvenue à tous à ce conseil communautaire. Je suis heureux de vous accueillir enfin dans cette salle plus propice à la tenue de nos réunions, même si nous devons rester masqués et en espérant que nous puissions continuer à nous revoir ici à moyen terme compte tenu de l'évolution de la situation sanitaire en France.

En ce qui concerne le territoire les derniers chiffres transmis ce jour par l'ARS font état de 3 cas Covid par jour depuis 9 jours sur la CCPLD. Nous sommes donc encore un secteur privilégié sanitaire mais il convient de rester prudents et de maintenir nos efforts.

Côté économie, notre territoire a plutôt bien résisté. Notre monde agricole, agroalimentaire et agro-industriel a répondu présent pendant cette crise. Les entreprises de la filière algues ont produit massivement du gel hydro alcoolique, les services ou entreprises tertiaires ont maintenu leurs activités, les travaux publics et le bâtiment ont poursuivi et démarré leurs chantiers, nos commerçants ont bien repris après le confinement, nos hébergeurs ont limité la casse cet été. Notre territoire s'en sort donc pour l'instant globalement plutôt bien. Certaines entreprises sont néanmoins dans la difficulté, je pense aux secteurs culturels ou au secteur événementiel par exemple.

En espérant que la situation sanitaire ne se dégrade pas trop car les entreprises restent fragiles et il nous faudra rester vigilants pendant encore quelques mois. J'en profite d'ailleurs pour apporter tout mon soutien au Pays de Morlaix touché par les difficultés d'Air France ou celles de la compagnie Brittany Ferries touchées par le COVID 19 et le Brexit qui s'annonce dur. J'appelle d'ailleurs l'Etat à reconsidérer la situation de crise inédite traversée par Brittany Ferries.

En ce qui nous concerne, après une mise en place du conseil communautaire au pas de course pendant l'été, après des élections municipales en deux scrutins espacés qui nous marqueront tous tant l'ambiance de cette période était singulière, nous devons reprendre notre rythme.

Notre rythme qui se déroulera en deux temps parallèles. Un premier temps, nécessitant notre implication pour accompagner le rebond économique nécessaire, je pense au chantier de la zone de Sant Alar qui à peine démarré suscite des souhaits d'installations, à la poursuite de l'investissement dans le Très Haut Débit, à la remise aux normes de la déchetterie de Daoulas, aux investissements dans les domaines de l'eau et l'assainissement, au travail sur la rade de Brest, véritable potentiel de structuration touristique ou à celui sur la mobilité tant attendu (vous serez d'ailleurs sollicités lors de ce conseil pour des études complémentaires).

Le deuxième temps consistera à l'élaboration du Projet de Territoire. La première séance plénière s'est tenue samedi dernier avec environ 200 participants, un record lors de nos réunions des élus municipaux. Ce projet de territoire vient à point nommé. Après un mandat qui a permis à notre communauté de se structurer, de continuer à renforcer son attractivité, après cette crise sanitaire que nous subissons encore, nous devons ensemble relever les défis, notamment environnementaux, les mutations qui nous attendent et élaborer les transitions nécessaires en préservant notre cohésion territoriale et sociale. Je le dis souvent, nous sommes interdépendants et ce projet doit être mené pour l'ensemble du territoire. A ce titre plusieurs ateliers ont été mis en place. Vous avez reçu un mail vous invitant à vous y inscrire.

Les cinq ateliers se dérouleront, en fin de journée, sur 3 sessions et auront lieu ici même. On y parlera de :

- Transition sociale et solidarités. Comment identifier les fragilités socio-économiques de la population (rupture de parcours de vie, précarité, isolement) ? Quelles politiques sociales et d'inclusion envisagées pour répondre aux besoins des populations les plus fragiles ? Quelles politiques d'accès aux soins sur le territoire ? Quelles réponses aux enjeux de vieillissement et de dépendance sur le territoire ?
- Transition territoriale. Quelles solidarités territoriales (relation communes / Communauté de communes) ? Quelles démarches de mutualisation envisagées ? Quelles ingénieries territoriales déployer sur le territoire ? Quelles problématiques en matière de mobilité ? Quelles coopérations territoriales ?
- Transition économique. Comment accompagner le tissu économique dans son renouvellement ? Comment consolider l'attractivité économique du territoire ? Quelles réponses aux difficultés de recrutement éprouvées par les entreprises ? Comment développer de nouvelles filières économiques ? Comment accompagner le développement des nouvelles

formes d'emplois (télétravail) sur le territoire ?

- Transition environnementale. Quelles politiques de lutte contre (gaz à effet de serre, autonomie énergétique...) ? Quelles politiques en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité ? Quelles actions en faveur de la lutte contre la précarité énergétique ?
- Transition démographique. Quels parcours résidentiels sur le territoire du pays de Landerneau Daoulas (offre de logement) ? Comment permettre aux jeunes, aux personnes âgées de rester vivre sur le territoire ? Quels maillages de services proposer pour renforcer l'attractivité du territoire (école, commerce, sport, culture, loisirs, vie associative) ?
- Une sixième transition sera également étudiée début 2021 autour de l'identité du territoire et d'une démarche de marketing territorial

Un mot pour finir sur la charte de gouvernance, c'est-à-dire la définition des relations entre la communauté de communes et les communes. La première réunion de travail du groupe règlement intérieur commence lundi prochain et celui-ci devra être adopté au conseil de décembre. Ce règlement intérieur définira ces relations. Même si nous étions plutôt précurseurs sur plusieurs aspects, de nouvelles initiatives seront proposées qu'elles soient issues de la nouvelle loi ou de nos réflexions antérieures (séminaire de 2019 au Tréhou). Ainsi, sont sur la table des initiatives comme :

- Le bureau élargi aux maires deviendrait la conférence des maires et se réunira au minimum avant chaque conseil, avant chaque décision impactante ou au travers de nos COPIL instaurés sur des thématiques fortes : Projet de territoire, mutualisations, PLUi, Mobilités... Lors de cette conférence des maires il sera possible de se faire représenter en cas d'absence
- Les comptes rendus de ces conférences des maires seraient adressés aux maires
- Les comptes rendus des conseils communautaires seraient adressés aux conseillers municipaux des 22 communes
- Il serait possible de se faire remplacer à une commission thématique
- Les suppléants seraient invités aux commissions
- La conférence territoriale des maires serait instaurée avec 3 secteurs présidés par 3 vice-présidents : Jean-Luc Le Saux pour le sud, Chantal Soudon pour l'est et Bernard Goalec pour le nord.
- Le rapport d'activité serait présenté par le Président ou un Vice-président lors des conseils municipaux.

Bref si la crise sanitaire est là, nous devons encore plus être présents pour préparer l'avenir de notre territoire.

Après ces propos préliminaires, il est passé à l'examen des questions à l'ordre du jour :

## **DIRECTION GENERALE**

### **Affaires générales**

#### **DCC2020\_146 Adoption PV du conseil de Communauté du 9 juillet 2020**

##### **Résumé :**

*Le procès-verbal du conseil de Communauté du 9 juillet 2020 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats, doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté*

##### **Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 9 juillet 2020.**

\*\*\*\*

#### **DCC2020\_147 Adoption PV du conseil de Communauté du 17 juillet 2020**

##### **Résumé :**

*Le procès-verbal du conseil de Communauté du 17 juillet 2020 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats, doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté*

##### **Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 17 juillet 2020.**

\*\*\*\*

#### **DCC2020\_148 Atelier environnement de Saint-Ernel Landerneau : Sollicitation de la DSIL 2020**

##### **Résumé :**

*Rénovation de la toiture avec intégration d'un isolant et d'une installation photovoltaïque en autoconsommation*

Les élus ont pu dans le cadre de la visite du patrimoine et des équipements communautaires organisée le 24 septembre, voir le site de Saint-Ernel. Suite à l'échange, Patrick LECLERC indique que l'enveloppe complémentaire de la DSIL devrait être conséquente pour relancer l'investissement ; il s'agit d'une installation photovoltaïque en autoconsommation qui va être adossée à une réfection de la toiture de l'atelier environnement.

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** approuve le programme de travaux de 375 000 €,

**Article 2 :** autorise le président à :

- solliciter, selon le plan de financement ci-dessous, la DSIL programmation 2020,
- répondre aux appels à projet de la Région ou de l'Union européenne soutenant la production d'énergie en circuit court et en autoconsommation.

**Tableau de financement**

Description des travaux	Montant HT
<b>Coût de l'opération</b>	<b>375 000 €</b>
Installation photovoltaïque et renforcement de la charpente	136 000 €
Réfection toiture et isolation	239 000 €
<b>Subvention sollicitée : DSIL 2020</b>	<b>187 500 €</b>
<b>Maître d'ouvrage : CCPLD</b>	<b>187 500 €</b>

\*\*\*\*

#### **DCC2020\_149 Représentations mandature 2020-2026 : CDAC : Désignation du représentant du président de la Communauté**

##### Résumé :

*La commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) se prononce sur les demandes de permis de construire et les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale concernant la création ou l'extension d'ensembles commerciaux.*

##### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique :** désigne, dans ce cas précis, Bernard GOALEC vice-président en charge de l'économie pour siéger à cette commission.

\*\*\*\*

#### **TECHNIQUES**

##### **Eau potable**

#### **DCC2020\_150 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Eau Potable - Exercice 2019**

##### Résumé :

*La Communauté exerce la compétence Eau Potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, et à ce titre doit approuver le RPQS 2019.*

##### Débats :

Tiphaine LETEURE considère que le taux de réclamations écrites n'est pas un indicateur suffisant et propose de comptabiliser les réclamations téléphoniques et les courriers électroniques actuellement non pris en compte,

Chantal SOUDON indique que ce taux de réclamations est un indicateur normé.

Patrick LECLERC confirme qu'il existe des normes de comparaisons communes à l'ensemble des collectivités. Cette année un ensemble de données a été consolidé, et seules les réclamations écrites sont prises en compte dans le RPQS.

Tiphaine LETEURE constate une augmentation de la tarification. La part fixe avant la convergence des tarifs demeure importante pour les dix ans à venir et va pénaliser les ménages les plus modestes du territoire : principalement des familles monoparentales, des personnes âgées ou des célibataires. La part variable favorise les gros consommateurs et comme la ressource en eau est précieuse, cette direction ne semble pas aller dans le sens de l'histoire.

Chantal SOUDON répond que la part fixe en fin de convergence est prévue à 25%, et un tarif « petits consommateurs » a été créé, qui n'existait pas dans beaucoup de communes précédemment. Finalement, la facture ne sera pas si importante pour cette tranche de consommateurs dans 10 ans.

Patrick LECLERC indique qu'il existait dix-huit tranches sur le territoire communautaire, mais pas de catégorie « petits consommateurs » à Landerneau par exemple. Elle a été instaurée dans le cadre d'une convergence tarifaire afin d'avoir des prix comparables. Cette première année sera complexe à gérer, tant les abonnements et les tranches des tarifs de l'eau étaient propres à chaque commune ou

syndicat. Par exemple, il n'y avait que deux tranches à Landerneau : une pour les habitants et une affectée aux industriels. Désormais il en existe une pour les consommateurs. Il ne faut pas perdre de vue que ce sont les gros consommateurs qui financent aussi les infrastructures, et assurent un amortissement plus facile des investissements puisque 50% de la consommation est liée à leur activité. Les relevés autour de la plaque de Landerneau pointent surtout un gros client qui consomme une grande quantité d'eau. Les recettes générées par cette distribution bénéficient à l'ensemble des consommateurs en permettant de disposer d'outils plus performants.

La volonté de la Communauté est de constituer une capacité d'investissement au travers de la politique tarifaire pour pouvoir renouveler les réseaux, pour qu'ils soient entretenus, pour avoir une eau de qualité.

Gilles CALVEZ remercie la Communauté et la SPL Eau du Ponant qui a remplacé sur la commune de Logonna-Daoulas une partie des canalisations d'eau potable (500m), ce qui présente l'avantage de sécuriser la distribution aux abonnés et aussi de les préserver des effets induits par des canalisations dégradées et dangereuses sur le plan sanitaire, tels que des risques de cancers gastriques et colorectaux.

Patrick LECLERC expose que cette prise de compétence a fait l'objet de longues discussions. Il y a des gagnants et des perdants, avec des tarifs qui montent et d'autres qui descendent dans le cadre de la convergence tarifaire. La Communauté a fait le choix de la solidarité et aussi d'investir de manière importante. Les investissements vont tripler sur le renouvellement de l'ensemble des réseaux : actuellement, la capacité de renouvellement est de 0,3 % des réseaux par an, et ceux-ci ne sont pas en capacité de tenir trois siècles. Cette augmentation va permettre de travailler de manière massive et aussi de faire des économies d'échelle pour faire en sorte que le réseau soit le plus performant possible. Il faut donc trouver les recettes à mettre en face de ce budget, mais la mutualisation va permettre de minimiser les coûts. De plus certains réseaux en PVC datant d'avant 1980 qui génèrent des CVM et qui ne répondent plus aux nouvelles normes en vigueur devront être remplacés, ce qui amènera de nouvelles participations. L'exemple de Logonna-Daoulas où il a fallu réagir rapidement à une succession de fuites d'eau, de casse de canalisations, et où la décision a été prise d'intervenir a généré un investissement assez conséquent, sitôt la compétence prise.

Il a fallu ainsi faire face à quelques ajustements en termes d'investissement et à des surprises la première année d'exploitation déléguée du service : à Daoulas, à Tréflévenez des travaux de sécurisation de l'approvisionnement en eau à Pencran, l'agrandissement de l'unité de distribution d'eau et le changement du système de filtration (prévu second semestre 2021)...

D'autres programmes d'investissement seront à prévoir sur toutes les communes du territoire pour sécuriser la production. L'idée est d'avoir une homogénéité à l'échelle du territoire et aussi d'avoir le prix le plus juste possible. La mise en place de la tranche basse consommation est justement destinée à des personnes seules conclut le président.

#### **Délibération :**

**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

**Article unique :** approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable présenté en annexe pour l'année 2019 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.

\*\*\*\*

#### **Assainissement**

#### **DCC2020\_151 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Assainissement Non Collectif - Exercice 2019**

##### **Résumé :**

*La Communauté exerce la compétence Assainissement Non Collectif et doit, à ce titre, approuver le RPQS 2019.*

##### **Débats :**

Tiphaine LETEURE demande quelles sont les prérogatives réelles des maires pour obliger un usager à réaliser une mise aux normes de son système d'assainissement.

Patrick LECLERC précise tout d'abord que parmi les 10 % d'installations restantes non conformes toutes ne polluent pas forcément, beaucoup d'assainissement individuels sont mentionnés comme « susceptibles d'être polluants » car leur contrôle est compliqué. Par ailleurs, le schéma directeur d'assainissement ciblera des secteurs où l'assainissement collectif sera plus pertinent que l'assainissement non collectif pour supprimer des installations non conformes et polluantes.

Quant au pouvoir de police des maires il est certes élargi, mais en partant de très loin : il est possible d'avertir ou de verbaliser, mais l'amende est sans commune mesure avec les normes d'un assainissement non collectif. Aujourd'hui, le principal levier qui existe est lors des ventes, où il est possible de faire évoluer la situation puisque l'assainissement doit être contrôlé et aux normes. Parfois certains professionnels ne jouent pas le jeu et minorent le prix du bien avec la remise à niveau à la charge de l'acquéreur, qui au final ne la fait pas. S'il existe un travail à faire, il relève du législateur qui devrait faire en sorte que ces contrôles soient renforcés. Cependant, le taux de 90 % reste satisfaisant malgré tout : les pollutions avérées rentrent certes dans cette marge de 10 %, mais sont inférieures à ce chiffre.

Un travail sur une politique d'accompagnement des foyers sera à mettre en place, même si les aides de l'Agence de l'eau dédiées à la mise aux normes des assainissements non collectifs n'existent plus. Des informations contradictoires circulent en effet au sujet d'éventuels accompagnements de l'Agence de l'eau, qu'il va falloir clarifier et vérifier. La réhabilitation d'un système d'assainissement atteint facilement 10 000 €, une somme relativement importante pour une famille modeste. Une personne seule ou un couple ne vont pas générer autant d'effluents qu'une famille de cinq personnes, et il faut donc profiter des transactions pour actionner le levier qui impose que les assainissements se mettent en conformité. Une réunion à ce sujet sera demandée au services de l'Etat afin de préciser les prérogatives des maires, de mettre en place au niveau de notre territoire une procédure commune qui permettrait d'avoir une certaine équité de traitement et au niveau des élus une solidarité vis-à-vis de cette thématique.

#### **Délibération :**

#### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique :** approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif présenté pour l'année 2019 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.

\*\*\*\*

### **DCC2020\_152 Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Assainissement Collectif - Exercice 2019**

#### **Résumé :**

*La Communauté exerce la compétence Assainissement Collectif et doit à ce titre approuver le RPQS 2019.*

#### **Débats :**

Patrick LECLERC précise que la Communauté a mené un programme ambitieux d'investissements depuis ce transfert de compétence en 2013 pour préserver le milieu récepteur et donner aux communes les moyens de se développer: près de 20 millions d'euros ont déjà été investis pour créer, moderniser ou réhabiliter les stations d'épuration des eaux usées(STEP). Ces investissements conséquents ont été bien accompagnés financièrement par l'Agence de l'eau Loire Bretagne. Cependant, d'autres investissements certes moindres en terme de coûts sont à prévoir, notamment sur les secteurs de Loperhet ou Logonna-Daoulas pour améliorer le service, régler la problématique d'eaux parasites.... Le schéma directeur va orienter les priorités à venir, et c'est un souhait pour la Communauté que d'être le plus exemplaire possible en matière d'amélioration des conditions épuratoires des stations et de rejet par rapport à la sensibilité des milieux récepteurs. Cette prise de compétences a permis à la collectivité de monter en compétences. Le président conclut en rappelant les 3 dernières opérations :

- STEP d'Irvillac réceptionnée en octobre 2019,
- STEP de Dirinon en phase de mise en régime,
- STEP mutualisée La Martyre /Ploudiry avec réseau de transfert des effluents de La Martyre vers la station de Ploudiry qui sera mise en service en 2021.

#### **Délibération :**

#### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique :** approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif présenté pour l'année 2019 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.

\*\*\*\*

### **DCC2020\_153 Tarification service assainissement - distribution d'eau industrielle**

#### **Résumé :**

*La station d'épuration du Bois Noir à Landerneau fournit, après traitement, une eau épurée. Depuis 2013, le service environnement de la Communauté et les services techniques de la ville de Landerneau l'utilisent. Ce service rendu n'a jusque lors pas fait l'objet d'une facturation malgré l'approbation de tarifs de 2013 à 2018 (hormis 2016). L'absence de délibérations pour les années 2016, 2019 et 2020 ne permet pas de facturer, ces trois années. Il convient donc de déterminer un prix de vente de cette eau et de régulariser la facturation du service rendu.*

**Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Fixe le tarif de vente d'eau industrielle à 0,943 € le m<sup>3</sup> pour les années 2016, 2019 et 2020,

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prix au m <sup>3</sup> en € HT	0,906	0,924	0,943	0,943	0,943	0,943	0,943	0,943

**Article 2 :** Décide de régulariser la facturation du service rendu entre 2013 et 2020 sur la base :

- des tarifs présentés ci-dessus,
- des relevés de consommations effectués par les services,

**Article 3 :** Constate que cette recette est une recette accessoire du service Assainissement qui à ce titre sera reversée en régularisation à Eau du Ponant exploitant du service.

\*\*\*\*

**DCC2020\_154 Participations Financières à l'assainissement collectif (PFAC) : Tarifs 2021****Résumé :**

La Communauté fixe chaque année le montant des participations financières applicables à l'assainissement collectif. Les tarifs à approuver sont ensuite mis en application par le délégataire dans le cadre du contrat de concession en vigueur.

**Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique :** approuve la grille tarifaire 2021 ci-dessous et les conditions de son application.

Typologie d'immeuble	Prix total
Immeuble neuf générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales (construction postérieure à la réalisation du réseau)	3 000 €
Immeuble préexistant à la construction du réseau générant un rejet < 10 EH ou 10 pièces principales	1 500 €
Extension ou réaménagement générant une augmentation du volume de rejet d'eaux usées entraînant un rejet total de l'immeuble >10 EH ou 10 pièces principales et < 100 EH	300 € / EH
Appartement supplémentaire ou local considéré à usage domestique ou assimilé (cas d'immeuble collectif)	500 €
Immeuble générant un rejet > 100 EH	Fixé par convention spécifique

\*\*\*\*

**Eau potable****DCC2020\_155 Tarification du service eau potable 2021****Résumé :**

La Communauté définit chaque année ses besoins financiers (part délégant) pour assurer le financement du service eau potable, cette part vient en complément de la part délégataire fixée contractuellement chaque année et permet de définir la grille tarifaire applicable pour 2021 dans le cadre de la convergence tarifaire.

**Débats :**

Patrick LECLERC explique que les comparaisons, en début de convergence ne sont pas simples en raison de la multiplicité de tranches différentes qui existaient sur le territoire. L'objectif de ces tarifications, qui augmentent malgré tout sensiblement, est de faire face aux investissements pour ne pas se retrouver dans une impasse financière.

**Délibération :**

**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

**Article unique :** approuve les parts délégants applicables aux redevances intégrées à la grille tarifaire du service eau potable présentée en annexe et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

\*\*\*\*

**Assainissement****DCC2020\_156 Tarification du service assainissement 2021****Résumé :**

La Communauté définit chaque année ses besoins financiers pour assurer le financement du service assainissement ce qui lui permet de déterminer sa part délégant applicable aux redevances et intégrée à la grille tarifaire, dans le cadre de la convergence en cours.

#### Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve les parts délégants appliquées aux redevances et intégrées aux grilles tarifaires du service assainissement présentées en annexe, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

\*\*\*\*

### TECHNIQUES

#### Environnement

#### DCC2020\_157 Collecte des ordures ménagères : Redevance Spéciale 2021 - Tarifs et modalités d'application

##### Résumé :

La redevance spéciale correspond au paiement, par les producteurs de déchets non ménagers, de la prestation de collecte et de traitement de leurs déchets effectuée par la collectivité. Elle est calculée en fonction de l'importance du service rendu.

#### Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

**Article 1 : approuve les tarifs de redevance spéciale ci-dessous applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021**

	Rappel tarifs 2020	Propositions tarifs 2021	Unités
Assujettis à la TEOM	120 €	124 €	T <sup>(1)</sup>
Non assujettis à la TEOM	220 €	220 €	T <sup>(1)</sup>
Coût horaire supplémentaire	135 €	135 €	H <sup>(2)</sup>
Habitation légère de loisirs	60 €	60 €	F1 <sup>(3)</sup>
	du 15 juin au 15 septembre	du 15 juin au 30 septembre	
Gens du voyage séjournant sur le territoire	4 €	4 €	F2 <sup>(4)</sup>

**Article 2 : autorise le président à signer les conventions avec les usagers du service suivant les dispositions ci-dessus.**

(1) T : Tonne

(2) H : heure

(3) F1 : forfait par emplacement pour la période

(4) F2 : forfait par caravane et par semaine

Les deux forfaits s'appliquent au prorata temporis en sachant que toute semaine commencée est due.

Le coefficient de conversion définissant l'évaluation des tonnages à partir des volumes collectés :

1000 litres = 125 kg

\*\*\*\*

#### DCC2020\_158 Centre de transfert des ordures ménagères : Tarifs 2021

##### Résumé :

Porté en entente intercommunale avec la communauté de communes du pays de Landivisiau, le centre de transfert des ordures ménagères de Plouédern regroupe sur un même site les ordures ménagères collectées sur le territoire des deux communautés avant de les acheminer vers un centre de traitement. Sa gestion est assurée par la CCPLD et il peut accueillir les ordures ménagères ou assimilées de services ou sociétés intervenant sur le territoire.

#### Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve les tarifs proposés ci-dessous pour une mise en application au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

	Rappel tarif 2020	Propositions 2021	Unités
Dépôt au centre de transfert des OM de Plouédern	2 €	2 €	T
Coût de transport et de traitement	106 €	107 €	T

\*\*\*\*

### TECHNIQUES



**DCC2020\_159 Ventes de bacs roulants, de pièces détachées et de composteurs : Tarifs 2021****Résumé :**

Le projet de délibération présente la grille tarifaire 2021 des différents équipements et pièces détachées mis en vente au service environnement et l'intégration de pièces détachées garantissant une pérennité des équipements et des conditions de collecte.

**Débats :**

Typhaine LETEURE demande si cette mesure concerne aussi les anciens bacs dont le prix n'intégrait pas une participation à l'entretien pour remplacement de pièces défectueuses.

Chantal SOUDON et Patrick LECLERC confirment que tous les bacs en circulation sont concernés et que la maintenance s'appliquera à l'ensemble du parc. En effet, la facturation de ces pièces génère beaucoup de travail pour peu de recettes. Pour autant, il est de l'intérêt de la collectivité que les rippeurs puissent lors de leur manutention, préhension intervenir sur du matériel en bon état. Les nouvelles consignes de tri ont entraîné une forte hausse d'acquisition de bacs jaunes. Certains usagers du service n'en avaient pas, d'autres s'aperçoivent qu'une augmentation des volumes nécessite l'achat d'un second bac. Dans la mise en place de l'extension des consignes de tri, le service devra être encore plus performant et insister sur la communication pour faire en sorte que cela devienne une habitude pour l'usager. Une vidéo explicative va être mise en ligne sur le site de la Communauté à cette fin.

**Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve pour l'année 2021 les tarifs de vente de bacs et composteurs tels qu'indiqués ci-dessous.**

**Vente de bacs roulants**

Capacité	Rappel tarifs 2020	Propositions 2021 *	Tarif d'achat TTC hors coût pièces détachées
120 litres	10 €	12 €	23.70 €
180 litres	12 €	15 €	29.76 €
240 litres	15 €	16 €	31.92 €
360 litres	22 €	26 €	51.84 €
770 litres	60 €	71 €	141.83 €

\* Dont 4€ pour la prise en charge des petites entretiens dans le cadre du SAV

**Vente de composteurs**

Capacité	Rappel tarifs 2020	Propositions 2021	Tarif d'achat TTC hors pièces détachées
300 litres	20 €	20 €	56.62 €
600 litres	25 €	25 €	73.52 €
800 litres	30 €	30 €	

\*\*\*\*

**DCC2020\_160 Dépôts des professionnels en déchèteries ou aires de déchets verts : Redevance 2021****Résumé :**

La Communauté autorise les dépôts des professionnels en déchèterie dès lors que ceux-ci sont assimilés à des déchets de particuliers, pour des produits références et dans des conditions financières spécifiques. Ces dispositions font l'objet de conventions avec les professionnels concernés.

**Débats :**

Patrick LECLERC souligne que les apports de déchets verts qui atteignent des tonnages importants constituent le point faible de notre politique de gestion des déchets. Il y a des marges de progrès importantes à faire dans la réduction du volume des déchets et de leur valorisation. Le travail entamé avec nos voisins dans le cadre du G4DEC devrait apporter des résultats tangibles, il faut encourager les solutions qui permettent que les déchets verts demeurent davantage sur les parcelles dont ils sont issus.

**Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : approuve les tarifs de redevance spéciale pour les déchèteries et aires de déchets verts pour l'année 2021 tels que définis ci-dessous**

	RAPPEL TARIFS 2020	PROPOSITIONS 2021
DECHETS VERTS		

Apport annuel inférieur à 200 m <sup>3</sup> (convention)	650.00 €	
Apport annuel compris entre 200 à 500 m <sup>3</sup> (convention)	1 650.00 €	1 700.00 €
Au-delà de 500 m <sup>3</sup> le m <sup>3</sup> supplémentaire	8.00 €	8.50 €
Utilisateur ponctuel le m <sup>3</sup>	8.00 €	8.50 €
Dépôt professionnel non conventionné	150.00 €	150.00 €
ENCOMBRANTS		
Utilisateur ponctuel le m <sup>3</sup>	31.00 €	33.00 €
GRAVATS		
Utilisateur ponctuel le m <sup>3</sup>	19.00 €	21.00 €
BOIS EN MELANGE		
Utilisateur ponctuel le m <sup>3</sup>	15.50 €	20.00 €

**Article 2 : autorise le président à signer les conventions avec les usagers du service.**

\*\*\*\*

## **DCC2020\_161 Signature d'un contrat de reprise des nouveaux plastiques avec Citéo**

### **Résumé :**

*Les nouvelles consignes de tri permettent de trier des nouveaux plastiques qui pourront être repris par l'éco-organisme Citéo pour être recyclés.*

### **Débats :**

Les nouvelles consignes de tri devraient permettre de collecter 200 tonnes de plastiques supplémentaire dans les poubelles jaunes.

Gilles CALVEZ demande si les ventes de bacs jaunes ont franchement augmenté.

Chantal SOUDON répond que les nouvelles consignes de tri commencent à être intégrées, plusieurs usagers ont acquis des bacs supplémentaires, et d'autres qui n'en possédaient pas s'en sont procurés ces dernières semaines. Il y aura néanmoins une nouvelle communication sur l'extension des consignes de tri pour que le plus grand nombre les intègre.

Une caractérisation des ordures ménagères a été effectuée avant le démarrage de l'extension de ces consignes, ainsi la Communauté de Communes possède une bonne cartographie des poubelles de son territoire. Il est possible de constater que la démarche fonctionne, même si des piques de rappel sont à prévoir et que des questions en suspens sont à clarifier. Les mairies sont dépositaires d'autocollants à apposer sur les poubelles afin de rappeler les nouveaux plastiques qui doivent être mis dans le bac jaune. Des actions des ambassadrices du tri, sur les marchés par exemple vont accompagner la démarche.

Patrick LECLERC confirme que ces nouveaux apports conséquents ne pèsent pas lourds, mais génèrent un volume important. Une nouvelle caractérisation sera faite dans quelques mois afin de voir l'évolution. Il demeure des marges de manœuvre notamment en compostage et beaucoup de déchets pourraient être évités dans les poubelles jaunes ou vertes. Dans la communication qui va suivre, il faut que chaque élu relaye les informations : c'est un long processus que de changer les habitudes.

David ROULLEAUX estime qu'au-delà de l'augmentation du tri, il faut entamer une réflexion pour tendre vers le zéro déchet. L'objectif est de diminuer le plastique, afin qu'il n'y ait pas comme effet pervers de cette nouvelle dynamique de tri une augmentation des bacs jaunes. Des campagnes sensibilisant au zéro déchets ont déjà été menées, et il faut les maintenir voire les renforcer dans les années à venir.

Chantal SOUDON confirme que la prévention des déchets fait partie de la réflexion, cependant, il reste toujours un coût résiduel de traitement, même avec tous les accompagnements possibles. Il est donc de l'intérêt de tous que les déchets ultimes diminuent.

Patrick LECLERC indique que le coût des déchets pour la collectivité afin d'équilibrer ses budgets est de l'ordre de 600 000 à 700 000 €. Effectivement, les déchèteries génèrent peu de recettes par rapport aux coûts importants du personnel en place sur les sites. Il faut tendre vers cet objectif de diminution des déchets, et ce sujet doit faire l'objet d'une appropriation dans le cadre du projet de territoire afin de trouver des solutions. La caractérisation a montré que 50 % des déchets des poubelles pourraient en être extraits : un peu de verre, un peu de plastique et beaucoup de fermentescibles qui devraient être ôtés des bacs verts et diminuer ainsi les déchets ultimes. Il faut aussi agir à la source, puisque moins de plastiques achetés, c'est autant de matière en moins dans les poubelles à traiter.

### **Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer le contrat de reprise et recyclage du standard plastique « flux de développement » ainsi que tous les documents permettant sa mise en œuvre.**

\*\*\*\*

**DCC2020\_162 Signature de la convention avec Eco-TLC (textiles, linge de maison, chaussures)****Résumé :**

*L'article L 541-10-3 du code de l'environnement prévoit que toutes les personnes physiques ou morales qui mettent sur le marché français à titre professionnel des TLC neufs destinés aux ménages sont tenues de contribuer ou de pourvoir au recyclage et au traitement des déchets issus de ces produits.*

**Débats :**

Patrick LECLERC expose que le fait de diriger la collecte de ces déchets vers cette filière évite leur envoi en incinération.

**Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer la convention avec l'éco-organisme Eco-TLC ainsi que tous les documents permettant sa mise en œuvre.**

\*\*\*\*

**DCC2020\_163 Rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés****Résumé :**

*La Communauté exerce la compétence collecte et traitement des déchets et doit à ce titre approuver le RPQS sur la prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2019*

**Débats :**

Patrick LECLERC note que la production des déchets verts a augmenté de plus de 20% sur les 10 dernières années faisant de notre territoire un des « champions » en la matière. Certes pour une part ces déchets verts sont recyclés et vont dans des filières de traitement en place : broyage, compostage, mélange avec effluent d'élevage avant épandage. Les efforts doivent porter sur la diminution de ces déchets végétaux et leur maîtrise .

Michèle CASU indique que le regard sur les déchets verts évolue et qu'ils ne sont plus forcément considérés comme des déchets mais comme une ressource. D'autres collectivités voisines travaillent sur le sujet, avec des méthodes de broyage qui permettent aux particuliers de ne plus se déplacer et garder chez eux les broyats. Il faut aussi que les collectivités adoptent des pratiques différentes et abordent ces tailles de végétaux et tontes de pelouse comme une richesse et non plus comme des déchets. Des solutions existent, des techniques de jardinage sont à développer afin de faire évoluer le regard porté sur ces déchets verts. Certains habitants sont très motivés par le sujet et il est aussi possible d'entraîner les entreprises dans ce cercle vertueux. Il y a plein de solutions qu'il conviendrait d'organiser et se faisant en faire une vraie politique publique C'est vraiment un gros dossier, un vrai sujet sur lequel tout reste à faire sur la Communauté de Communes.

Chantal SOUDON répond que la Communauté de Communes avec quatre autres communautés du Pays de Brest hors Brest Métropole fait partie du G4DEC qui a pour objet l'économie circulaire. Effectivement, le déchet vert ne rentre pas dans la définition classique du déchet, et l'objectif est de sensibiliser les communes par des actions, de trouver des alternatives pour valoriser ces déchets verts, une issue autre que le dépôt en aire de déchets vert, en faisant en sorte cette matière organique demeure sur la parcelle . Dans le cadre du plan de prévention des déchets un test a été fait l'an passé ,et qui sera reconduit cette année sur le broyat des sapins de Noël.

**Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve le rapport sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés présenté pour l'année 2019 qui sera diffusé à l'ensemble des communes membres.**

\*\*\*\*

**Réseau de chaleur****DCC2020\_164 Réseau de chaleur : Tarification 2021****Résumé :**

*Le réseau de chaleur alimenté principalement à partir de la chaufferie bois biomasse adossée à Aqualorm à Landerneau fournit en énergie différents bâtiments publics et privés. Il est proposé pour 2021 une nouvelle tarification des usagers du service.*

**Délibération :**

**Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve la tarification suivante pour 2021 :**

**- le terme R1 relatif à la consommation énergétique exprimé en MWh à 38,50 € HT**

**- le terme R2 relatif à la puissance calorifique exprimé en KWh à 37,50 € HT.**

*La TVA applicable dans le cadre des réseaux de chaleur biomasse est de 5,5 %.*

\*\*\*\*

**DCC2020\_165 Avenant n°3 au contrat de DSP - Exonération de la redevance due par le délégataire pour la période du 1<sup>er</sup> semestre 2020****Résumé :**

*L'association PEP Brétil'Armor, titulaire de la délégation de service public pour l'exploitation du site de Gorre Menez, sollicite une réduction du montant de la redevance 2020 en raison de la situation financière du centre et des difficultés d'exploitation liées à l'épidémie de covid-19 et aux travaux menés depuis 2018.*

**Débats**

Nathalie GODET précise que plusieurs directeurs se sont succédés, successions répétées qui ont joué sur la dynamique d'exploitation du centre nautique. Les travaux de construction d'un mur de soutènement ont également été retardés. Le centre a été soutenu par la Communauté par le rachat du mobilier, puis par une subvention exceptionnelle et maintenant par une réduction de moitié de la redevance. Cet accompagnement montre que la Communauté croit à la réussite de ce projet porté par PEP Brétil'Armor.

**Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** décide d'exonérer l'association PEP Brétil'Armor de la redevance due pour le premier semestre 2020, rapportant le montant de la redevance annuelle à 12 000 € HT au lieu de 24 000 € HT,

**Article 2 :** autorise le président à signer l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public avec l'association PEP Brétil'Armor.

\*\*\*\*

**Tourisme****DCC2020\_166 Subventions aux animations locales du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2020****Résumé :**

*Dans le cadre de la politique touristique à l'échelle du territoire, la Communauté soutient et accompagne financièrement des animations et événements touristiques locaux tous les ans qu'ils soient portés par des associations locales ou les communes.*

**Débats :**

Marc JEZEQUEL demande quelle serait la position de la Communauté quant au versement de ces subventions dans l'hypothèse où le contexte sanitaire obligerait les structures à reporter les animations.

Patrick LECLERC répond que les subventions seraient versées aux structures ayant engagé des dépenses. Si elles sont annulées, une discussion au cas par cas sera engagée avec les structures porteuses, afin de ne pas mettre en péril ces associations.

Une opération d'envergure devrait voir le jour en 2021 sur un projet culturel de territoire (Biennale d'arts contemporains) ; les manifestations culturelles qui se déploieront sur le territoire en lien avec ce projet seront bien utiles dans l'ambiance actuelle conclut le président.

**Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Approuve les participations proposées ci-dessous pour les animations et événements touristiques sur la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 2020

Nom manifestation	Date	Organisateur	Lieu	Subvention
LE RETOUR / AN DISTRO	3 et 4 octobre	Ti ar Vro Landerne Daoulaz	Landerneau, La Forest-Landerneau, Loperhet	1 000 €
LE MOIS DU FILM DOCUMENTAIRE	Novembre	Ti ar Vro Landerne Daoulaz	La Martyre, Ploudiry, Loperhet et Plouedern	500 €
FESTIVAL DE JAZZ	10 et 11 octobre	Commune de Logonna-Daoulas	Logonna-Daoulas et Daoulas	800 €
"NATURAE", EXPO D'HIVER, GALERIE DE ROHAN	3/12/2020 au 7/03/2021	Ville de Landerneau	Landerneau	1 500 €
NUIT D'HIVER	4/12/2020 au 3/01/2021	Ville de Landerneau	Landerneau	5 000 €

**Article 2 :** Autorise le président à signer les conventions, et tout autre acte administratif, avec les communes et associations concernées pour permettre le versement des participations.

\*\*\*\*

**DCC2020\_167 Taxe de séjour : Tarification 2021****Résumé :**

*La Communauté détermine chaque année le montant de la taxe de séjour payée par les visiteurs de passage sur son territoire. Les hébergeurs collectent cette taxe et la reversent chaque trimestre à la Communauté.*

**Débats :**

Marc JEZEQUEL demande si la Communauté a un ordre d'idée de ce que Airbnb a pu verser à la Communauté au titre de la taxe de séjour ?.

Patrick LECLERC répond que le produit de la taxe de séjour reversée à la Communauté a doublé passant de 16 000 à 38 000 €, notamment grâce à l'effet airbnb. C'est aujourd'hui plus facile d'isoler ces recettes : un lien direct et informatique a été mis en place avec certains hébergeurs ou plateformes, comme Airbnb, Gîtes de France où la collecte se fait à la réservation, ce qui automatise et rend plus difficile l'évitement de cette taxe. Cet argent collecté est destiné au développement touristique et si l'on veut proposer des produits, tels les gros programmes autour des sentiers, des vélo-routes, ou encore autour du trail, cela nécessite des financements. Il en va de même pour le travail réalisé et les animations menées avec BTO sur la labellisation.

**Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** approuve la grille tarifaire pour l'année 2021, les modalités de mise en œuvre de la taxe de séjour ainsi que la taxe additionnelle,

**Article 2 :** autorise le président à entreprendre toute démarche relative à la mise en œuvre de ces décisions.

\*\*\*\*

**DCC2020\_168 Création d'un espace trail sur le pays de Landerneau-Daoulas****Résumé :**

*La destination Brest Terres Océanes propose aux EPCI membres d'élargir une expérimentation lancée sur le Pays des Abers et la Côte des Légendes sur le développement d'une offre trail.*

**Débats :**

Patrick Leclerc explique que le projet porté au niveau de BTO est d'être une destination pour ce genre d'adeptes, d'attirer ce public qui pratique son activité toute l'année sur le territoire communautaire, il y a une carte à jouer d'autant plus qu'il y a beaucoup d'associations sur les communes du territoire qui organisent des trails, ce qui peut être une belle vitrine pour l'ensemble de ces structures qui pourront aussi aider à l'élaboration des circuits (6 circuits à identifier) et produits proposés.

**Délibération :****Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** valide l'intérêt du projet de création d'un espace trail sur le pays de Landerneau Daoulas,

**Article 2 :** approuve le montant de l'ordre de 20 000 € TTC (enveloppe estimative) pour mener ce projet. Tenant compte du fait que le Conseil Régional sera sollicité pour abonder au financement, ce montant pourra être reconfiguré.

\*\*\*\*

**Mobilité****DCC2020\_169 Lancement de deux études dans le cadre de l'élaboration des stratégies de la politique mobilité et de la réflexion sur le transfert de compétence mobilité****Résumé :**

*Afin d'alimenter la construction des stratégies de la politique mobilité notamment dans le cadre du Projet de Territoire, et la réflexion sur le transfert de compétence, il est proposé aux élus de lancer des études visant à apporter une expertise plus fine sur la faisabilité opérationnelle de deux offres de mobilité, offres qui semblent aujourd'hui des priorités partagées à l'échelle du territoire : une étude concernant le réseau urbain Ar Bus et une étude concernant le développement des modes actifs.*

**Débats :**

Patrick LECLERC indique qu'il y a des attentes et des besoins autour de la mobilité. Les communes vont avoir à se positionner sur la compétence mobilité puisque la Communauté devra délibérer rapidement. La loi LOM dite d'orientations sur les mobilités précise en effet que si d'ici juillet 2021 la Communauté n'exerce pas la compétence, c'est la Région qui sera compétente. Le président expose qu'il faut donc anticiper cette réflexion. Aujourd'hui, ce ne sont que des études qui viendront alimenter et enrichir les réflexions du projet de territoire (validation prévue en mars 2021) et permettront de mieux appréhender la prise de la compétence mobilité. En aucun cas ces études ont vocation à apporter des solutions en matière de mobilité mais juste des bases.

Il rappelle que suite à l'avis de la commission aménagement, l'aménagement proposé d'élargir la réflexion en intégrant l'ensemble des problématiques de mobilité du secteur est en cours de considération dans les attendus des études.

Michèle CASU rappelle que l'ADEME propose des appels à projets sur ces questions, qu'il serait donc bon de regarder en 2021 si des financements seront proposés pour financer ces projets de mobilité durable.

Patrick LECLERC précise qu'il faudra être très vigilant pour mobiliser toutes les opportunités de financement effectivement ; il y a beaucoup d'appels à projets fléchés sur la transition énergétique et sur les mobilités et mobilités douces sans oublier les dotations type DSIL. Ensuite, la Communauté a un rôle ressources à jouer auprès des communes sur d'éventuels accompagnements financiers, mais cela doit fonctionner dans les deux sens. Les communes ne doivent pas hésiter à remonter l'information car les délais sont très courts pour répondre aux appels à projets.

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité valide le lancement de ces deux études qui seront menées de manière échelonnée entre 2020 et 2021.**

\*\*\*\*

### AMENAGEMENT

#### Habitat

#### DCC2020\_170 Garantie d'emprunt - Armorique Habitat : Penguelen à Landerneau

##### Résumé :

*Projet Armorique Habitat validé dans la programmation 2018. Lotissement Penguelen à Landerneau : construction de 7 logements sociaux locatifs (5 PLUS et 2 PLAio)*

##### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 589 946 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°106 345. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :** Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité,
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 :** S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

\*\*\*\*

#### DCC2020\_171 Garantie d'emprunt - Armorique Habitat : Le Terroir de Kermadec à Pencran

##### Résumé :

*Projet Armorique Habitat validé dans la programmation 2018 : Lotissement Le Terroir de Kermadec à Pencran : Construction de 5 logements sociaux locatifs (3 PLUS et 2 PLAio)*

##### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 426 067 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°106 362. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :** Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 :** S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

\*\*\*\*

### MOYENS GENERAUX

## Ressources humaines

### DCC2020\_172 CLIC - Création d'un emploi non permanent compte temporaire d'activité

#### Résumé :

*Les renforts en personnel doivent faire l'objet d'une prévision annuelle. Le renfort d'un travailleur social est à prévoir pour le CLIC.*

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.**

\*\*\*\*

## MOYENS GENERAUX

### DCC2020\_173 Mise à disposition de personnel au CCAS de Landerneau

#### Résumé :

*Un agent du CLIC occupant un poste à temps complet était mis à disposition du CCAS de Daoulas pour 50 % de son temps. Cette mise à disposition a pris fin et les besoins en personnel du CLIC sont actuellement en cours de définition,*

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 :** autorise la mise à disposition de l'agent à temps non complet au CCAS de Landerneau, pour une période de 3 mois renouvelable et valide la convention de mise à disposition,

**Article 2 :** autorise le président ou son représentant à signer cette convention.

\*\*\*\*

### DCC2020\_174 Plan de formation 2020-2021

#### Résumé :

*Le plan de formation a vocation à déterminer, pour une période donnée, les actions de formation prioritaires conformément aux objectifs de la collectivité d'une part, et aux projets d'évolution professionnelle des agents d'autre part.*

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité valide le plan de formation 2020-2021.**

\*\*\*\*

### DCC2020\_175 Bilan social 2019

#### Résumé :

*Le bilan social est un outil de connaissance, de gestion et d'orientation des politiques de ressources humaines.*

#### Débats

Bernard GOALEC précise qu' à partir de 2021 le rapport social unique remplacera le bilan social et devra être présenté chaque année en conseil de Communauté après avis du comité technique.

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté prend acte du bilan social 2019.**

\*\*\*\*

## Finances

### DCC2020\_176 Décisions fiscales - Exonération de TEOM au titre de l'année 2021

#### Résumé :

*Chaque année, le conseil de Communauté est appelé à exonérer de TEOM les entreprises justifiant de l'élimination des déchets par des filières agréées.*

#### Délibération :

**Le conseil de Communauté à l'unanimité vote la liste ci-dessous des locaux qui seront exonérés de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2021.**

Communes	Entreprises/propriétaires	Communes	Entreprises/propriétaires
Saint Thonan	Lessonia	Dirinon	Technature
	Cloître Imprimeur		Les Hauts de l'Elorn
	AGS Armorique	Landerneau	Scarmor
Plouédern	Chopin		SCI Bel Air (Distri center)
	France Boissons		Intermarché

	Arzel		Groupama Loire Bretagne
	Batélec		Point P Bretagne
	Crêperie Whaou (Faure)		GPG (Gifi)
	Pomona Terre d'Azur		Sarl Land (NOZ)
	Sci Kocher		Sodileck (Centre Leclerc, Leclerc Auto, Espace culturel)
Pencran	Laïta (UCLAB/Sobréal)		CEI (Cadiou)
	Rungoat		L'Hostis
	Peugeot		ERDF
	Sofimat		LIDL
Tréflévénez	Emily	Saint Divy	Daregal
	Rolland		
Hanvec	Golias	Le Tréhou	Miorcec
		Daoulas	Atelier Concept (Baudin)

\*\*\*\*

## Commande publique

### DCC2020\_177 Représentations mandature 2020-2026 : groupement de commandes relatif à la maintenance et aux travaux de câblage fibre optique sur le réseau de communications électroniques

#### Résumé :

Brest Métropole et l'ensemble des EPCI du Pays de Brest (Pays des Abers, de Lesneven Côte des Légendes, du Pays de Landerneau-Daoulas et de la Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime) ont fait le choix depuis quelques années de conclure un groupement de commandes en matière de maintenance et de travaux de câblage fibre optique sur le réseau de communications électroniques avec pour objectif de réaliser des économies d'échelle. La convention constitutive de groupement prévoit la désignation d'un représentant appelé à siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres spécifique au groupement.

#### Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité désigne pour représenter la Communauté dans cette instance :

- Michel CORRE membre titulaire,
- David ROULLEAUX membre suppléant.

\*\*\*\*

### DCC2020\_178 Extension des prestations du service commande publique à la passation des contrats de concession

#### Résumé :

Le service commande publique mutualisé accompagne les collectivités du territoire qui en font la demande lors de la passation de leurs marchés publics. Il est proposé d'étendre ce dispositif à la passation des contrats de concession de manière générale et des contrats de délégation de service public en particulier.

#### Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

**Article 1 :** approuve l'extension des prestations du service commande publique à la passation des contrats de concession, notamment des contrats de délégation de service public.

**Article 2 :** approuve l'application d'un tarif horaire unique de 31,21 €/h pour l'ensemble des prestations livrées par le service commande publique à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Avant de clôturer la séance, le président informe l'assemblée que la Communauté fait l'objet d'un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes. Ce contrôle est quasi systématique en début de mandature et requiert beaucoup de travail des services pour communiquer l'ensemble des pièces demandées.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 20H50.

Suivent les signatures.